



Intervention sur le rapport d'activités / Congrès Lyon Juin 2022

Bonjour à toutes et tous,

Interco 26-07 souhaite axer son intervention sur le rapport d'activités, en la situant au-delà du bilan de ces quatre dernières années, qui nous est présenté :

- une CFDT qui a agi pour redonner du sens au travail et leur place aux travailleurs,
- une CFDT qui a agi pour une société ouverte et protectrice et enfin
- une CFDT en action pour devenir plus proche plus attractive et efficace pour toutes et tous

Il est heureux que de la place qu'occupe désormais la CFDT dans le paysage syndical français, à savoir la 1^{ère}, notre organisation s'engage pleinement via le Pacte du pouvoir de vivre et s'attache à défendre des positions sur l'avenir de la société, plus précisément sur le modèle de société que nous souhaitons pour elle et les citoyens qu'elle rassemble.

Pourtant, au-delà de cette perspective d'ensemble plutôt idyllique, nous souhaitons évoquer la place réelle du débat au sein de notre organisation :

En avons-nous perdu le sens ?

Certains sujets seraient-ils devenus tabous ?

Notre intervention portera donc sur 4 thèmes

Le 1^{er} : La notion de vivre ensemble

Dans un des amendements non retenus pour le projet de résolution qu'Interco 26-07 a travaillé, figure la suggestion d'utiliser l'expression « *Faire société* » plutôt que celle du « *Vivre ensemble* ». L'expression « *vivre ensemble* » nous semble galvaudée et imprécise.

« *Vivre ensemble* » c'est possible, chacun dans notre monde, dans notre bulle, dans des communautés séparées.

« *Faire société* », c'est prendre part à l'édification d'un socle commun et se solidariser autour d'intérêts partagés. Pour nous la notion de « *faire société* » répond de manière moins abstraite aux attentes et préoccupations des citoyens que nous sommes.

Le 2^{ème} : La laïcité

Au-delà de la légitime préoccupation pour la revalorisation des salaires et traitements, de l'amélioration continue des conditions de travail, thématiques essentielles pour le quotidien des agents de la fonction publique que nous connaissons particulièrement dans notre champ professionnel, mais aussi évidemment des travailleurs en général, nous observons un phénomène qui nous préoccupe tout autant : certains élus, hommes ou femmes politiques, mais aussi des journalistes et des mouvements associatifs, remettent en cause d'une manière insidieuse le principe de laïcité, notre modèle singulier de société et, par une sorte d' « *effet papillon* », les valeurs républicaines qui le subliment.

Le principe de laïcité, clef de voute de notre République, défini et bordé par la loi du 9 décembre 1905, érigé en principe constitutionnel (article 1^{er} de la Constitution de 1958), est à la fois un mode d'organisation juridique, un concept philosophique et politique, une valeur citoyenne.

Elle peut paraître complexe dans sa mise en œuvre pour une partie de nos concitoyens et susciter de l'incompréhension au-delà de nos frontières.

L'Histoire nous a appris que la construction de la République fût lente et difficile, qu'elle s'est affirmée, imposée et consolidée au terme de multiples combats et débats. La laïcité, élément déterminant de cette lutte acharnée contre l'ordre séculier est l'un des piliers fondamentaux de notre nation, de notre République. Force est de constater, plus d'un siècle après son édification, que ce pilier se heurte toujours à ses adversaires traditionnels, auxquels s'ajoutent aujourd'hui ceux qui dénaturent, falsifient même le principe de laïcité et facilitent de dangereux accommodements constatés dans certaines communes.

Par ces dérives essentiellement électoralistes ce sont toujours les femmes qui en souffrent en premier. Vous connaissez tous l'effet cliquet. Ne nous berçons pas d'illusion un accommodement en entraînera un autre et d'autres viendront encore.

Cette remise en cause de la démocratie arrivera par petits bouts mais elle sera radicale et irréversible, tout ce qui favorise notre vie en société sera balayé : notion de contrat de travail, statuts, syndicats, avantages sociaux ; nous nous dirigeons doucement vers le modèle anglo-saxon.

Est-ce bien cela que nous voulons à la CFDT ?

Nos adhérents et les travailleurs n'attendent-ils pas, au-delà des préoccupations qui sont les leurs au quotidien que nous ayons une vision, un projet qui leur permet d'envisager sereinement leur avenir et celui de leurs enfants dans une république indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Le 3^{ème} : La situation de la fonction publique

Interco 26-07 veut évoquer avec vous la situation de la fonction publique, qu'elle soit d'Etat, territoriale ou hospitalière, qui est trop souvent une variable d'ajustement pour des discours essentiellement basés sur une approche économique et budgétaire de la société.

La situation confuse, sans ligne d'horizon, sans consolidation, vécue actuellement par les agents de la fonction publique ne leur permet pas, dans leur grande majorité, de donner du sens aux missions qui leur sont confiées et de trouver par conséquent la place qui est la leur, aussi bien en leur qualité d'agents publics qu'en tant que citoyens.

La réduction régulière des moyens humains, les réorganisations perpétuelles et non évaluées, le recours de plus en plus fréquent à des agents contractuels, le tout conduit sous la baguette d'un management vide de sens complètent le malaise des agents publics.

Une réduction massive des emplois conduira obligatoirement à un appel croissant au domaine marchand donc à des sociétés privées dans tous les secteurs de la fonction publique (santé, éducation, sécurité, agents d'entretien, périscolaire, voirie, traitement des ordures ménagères, eau, etc.).

Un grand nombre de ces entreprises sont trop souvent le lit d'emplois précaires, sous-payés et n'ont pas toutes, dans leur modèle économique, la préoccupation

prioritaire de la qualité de vie au travail de leurs salariés et du respect de la dignité humaine.

Nous pensons que l'ensemble des militants présents ici peuvent en témoigner.
Est-ce bien cela que nous voulons à la CFDT ?

Enfin le 4^{ème} thème : Les Espaces Frances Services

La position défendue par notre organisation est la défense des services publics. Nous en sommes d'accord mais, sous la réserve expresse de défendre conjointement et tout aussi fermement le statut de la fonction publique qui garantit, par les devoirs et obligations qui incombent aux agents publics, un service public de qualité et équitable envers tous les citoyens. Ne faisons pas le choix du modèle anglo-saxon qui démontre ses limites quant aux soins (ce que l'on appelle Le Care) par exemple.

Si nous manquons d'une vision politique, notamment sur les points que nous venons de souligner, ne jouons-nous pas également notre avenir ?

Comme l'a évoqué Laurent Berger lors d'un entretien dans la Tribune, le syndicalisme peut être mortifère, par les choix que nous ferons, par les actions que nous mènerons.

Choisissons, ensemble, la voie du progrès social dans le respect de la dignité de tous, autour d'un projet de société partagé dans le cadre des valeurs républicaines qui font de notre pays une société une et indivisible.

Merci à vous toutes et tous.